

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 06/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société COURBIS SYNTHÈSE

Z.I. - rue Marie Curie – BP 251
26100 Romans-sur-Isère

Référence : 20230406-RAP-DAEN0400

Code AIOT : 0006107004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2023 dans l'établissement COURBIS SYNTHÈSE implanté Z.I. - 14 Rue Marie Curie BP 251 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 23/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COURBIS SYNTHÈSE
- Z.I. - 14 Rue Marie Curie BP 251 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006107004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Courbis Synthèse est spécialisée dans la production par moulage de pièces techniques en résine synthétique. Le site est classé Seveso seuil haut pour le stockage et l'utilisation de MOCA. Le site emploie une cinquantaine de personnes et travaille pour les secteurs de l'industrie et de l'off-shore.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2005 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2010 ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2022. La MOCA est utilisée comme durcisseur. Elle permet aux pièces fabriquées d'atteindre les caractéristiques mécaniques exigés par la profession. Cette substance, manipulée sous forme de granulés, est classée dangereuse pour l'environnement et CMR.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Stockage et gestion des produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une Lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délai
1	NC1 2023 - Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Lettre de suite	31/05/2023
3	NC2 2023 – Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Lettre de suite	31/05/2023
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Mise en demeure, respect de prescription	19/05/2023
6	NC7 2022 - Stockages des matières premières contenant des produits toxiques	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	19/05/2023

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la Lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la révision de son EDD en 2022, l'exploitant devait mettre en œuvre les modifications de ses installations actées dans cette nouvelle EDD (notamment déplacement des stockages des matières premières contenant des produits toxiques et protection de ces stockages contre la foudre). Ces constats avaient déjà été faits lors de la précédente inspection du 25/10/2022. Lors de la présente inspection, il a été constaté que les stockages des matières premières contenant des produits toxiques n'ont toujours pas été déplacés à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété. Par ailleurs, il a été constaté que des matières premières inflammables (alcool isopropylique) étaient stockées dans le même conteneur que des matières premières contenant des produits toxiques (produits d'ailleurs incompatibles). Compte tenu de ces éléments, une proposition de mise en demeure sur ce point est faite à madame la préfète de la Drôme.

L'exploitant doit mettre en conformité les étiquetages des produits stockés dans les 3 armoires de stockage dans le bâtiment de production et mettre sous rétention ses déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1 2023 - Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Titre III : Communication des dangers au moyen de l'étiquetage Chapitre 1 : Contenu de l'étiquette Article 17 du règlement du 16 décembre 2008 Règles générales « 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des Etats membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché (...) »
Constats : Par échantillonnage, une partie d'un des conteneurs de stockage extérieur (conteneur « A », le plus près du bâtiment de production) a été contrôlée. Les étiquetages étaient conformes sur les fûts contrôlés (notamment Adiprene L42, Desmodur MD1665, Royalcast 2501). Par ailleurs, 3 armoires de stockages de produits inflammables sont présentes dans le bâtiment de production. De nombreux produits stockés dans ces armoires comportent des étiquetages non conformes : étiquetages anciens non conformes au CLP, étiquetages illisibles (trop vieux ou endommagés), pas d'étiquetage sur quelques produits. Des produits présents dans ces armoires sont « vieux » et ne sont plus utilisés depuis longtemps. L'exploitant doit mettre en conformité les étiquetages. Délai : 31/05/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Titre IV : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement – Article 31 Exigences relatives aux fiches de données de sécurité

« 1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II (...) »

Article 35

Accès des travailleurs aux informations

« Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 [= dans la FDS] et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »

Titre V : Utilisateurs en aval

Article 37

Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur en aval et obligation de déterminer, de mettre en œuvre et de recommander des mesures de réduction des risques

« (...) »

5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
- b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
- c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32. (...) »

Constats :

3 FDS ont été vérifiées par échantillonnage (donc liste non exhaustive). Parmi les FDS vérifiées, les exigences ci-dessus sont respectées pour la FDS de la MOCA (fournisseur : Covestro). En revanche, pour les 2 autres, les constats suivants ont été faits :

– les FDS suivantes sont antérieures au 01/01/2021, ce qui implique qu'elles n'ont pas été mises à jour après la modification de l'annexe II de REACH (règlement (UE) 2020/878) concernant les exigences relatives au contenu des FDS :

* Royalcast 2501 du fournisseur Lanxess Energizing Chemistry datant du 22/07/2020,

* Isopropanol du fournisseur Atrion datant du 19/05/2011.

L'exploitant doit mettre à jour ou obtenir une version à jour des FDS de ces produits, qui ne correspondent pas au dernier règlement applicable à date.

D'une manière générale, l'exploitant doit interroger ses fournisseurs pour s'assurer qu'il dispose de toutes les versions à jour des FDS des produits qu'il utilise, afin de vérifier que son utilisation est couverte par la FDS (cf. rubrique 1.2) et de mettre en œuvre les mesures de gestion adaptées, conformément à l'article 37 du règlement REACH.

Toutes les FDS sont accessibles à l'ensemble des travailleurs, sur des PC dans le bâtiment de production. Néanmoins, un travailleur interrogé n'a pas été en mesure d'indiquer où rechercher les FDS. Par ailleurs, cette personne n'a pas participé à la formation « risques chimiques » pour raison d'absence selon l'exploitant. De manière générale, l'exploitant peut améliorer la sensibilisation et la connaissance de l'ensemble de ses employés des informations contenues dans les FDS.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 – Section IV – Dispositions relative à la limitation des conséquences de pertes de confinement (Articles 24 à 27)</p> <p>Article 25</p> <p>I. - Capacité des rétentions</p> <p>« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.[...] <p>VI. — Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation.</p> <p>A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.[...]</p> <p>C.-Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site.</p> <p>D.-Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). [...]</p> <p>E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels. (...) »</p> <p>Constats :</p> <p>La majeure partie des matières premières sont stockées dans des conteneurs de stockage extérieurs avec rétentions intégrées. Par échantillonnage, une partie d'un des conteneurs de stockage extérieur (conteneur « A », le plus près du bâtiment de production) a été contrôlée. L'exploitant déclare que tous les conteneurs ont les mêmes dimensions de stockage et de rétention. Les rétentions sont compartimentées. Chaque « bac » de rétention a un volume d'environ 1 380 L (déclaration de l'exploitant sur la base de mesures des dimensions de la rétention). Or, la capacité maximale de stockage au-dessus de chaque rétention est de 2 400 L (12 fûts de 200 L). Les capacités de rétention sont donc correctement dimensionnées dans les conteneurs de stockage extérieurs. Par ailleurs, 3 armoires de stockages de produits inflammables sont présentes dans le bâtiment de production, et sont normalement équipées de rétention. Toutefois, une des armoires dispose de cette rétention en partie basse, mais celle-ci est sous-dimensionnée, tandis que les deux autres armoires ne disposent d'aucune rétention. Toutefois, l'exploitant déclare que le bâtiment de production a été conçu pour former rétention (sol étanchéifié et pentes formant un point bas au centre du bâtiment).</p>

Observation de l'inspection : la mise en place de rétentions adaptées dans les armoires de stockage permettrait néanmoins une meilleure rétention des produits « à la source », au plus près des produits.

Au sein du bâtiment de production, des produits étaient stockés sans rétention dans la zone de réception (zone de stockage temporaire des produits après livraison, le temps de les stocker aux endroits adéquats) et 5 fûts MOCA étaient stockés sans rétention au milieu du bâtiment de production (fûts entreposés proche de la machine de production pour son alimentation au cours de la journée de travail). Néanmoins, l'exploitant déclare que le bâtiment de production a été conçu pour former rétention. Par ailleurs, 4 fûts de déchets sont entreposés à l'extérieur sans rétention (à côté du conteneur « A » de stockage de matières premières) : **non-conformité**.

L'exploitant déclare qu'il y a toujours une quantité d'environ 4 fûts de déchets entreposés à l'extérieur, dans l'attente de leur enlèvement qui se fait tous les jours.

L'exploitant doit mettre sous rétention ses déchets d'ici le **31/05/2023**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 25

II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés.

« Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.

Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »

<p>Constats :</p> <p>La majeure partie des matières premières sont stockées dans des conteneurs de stockage extérieurs avec rétentions intégrées. Par échantillonnage, une partie d'un des conteneurs de stockage extérieur (conteneur « A », le plus près du bâtiment de production) a été contrôlée. Les rétentions étaient a priori en bon état général (au vu des parties des rétentions qui étaient visibles – certaines parties des rétentions n'étaient pas visibles car derrière les contenants de produits). Ces conteneurs de stockage sont fermés donc il n'y a pas de problématique d'eau pluviale. Il n'y a pas de rétention déportée ni de dépotage de produits liquides sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 25</p> <p>II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés. «(...) Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »</p> <p>III. — Dispositions spécifiques aux réservoirs.</p> <p>« A.-Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention.</p> <p>B.-Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>C.-Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>La majeure partie des matières premières sont stockées dans des conteneurs de stockage extérieurs avec rétentions intégrées. Par échantillonnage, une partie d'un des conteneurs de stockage extérieur (conteneur « A », le plus près du bâtiment de production) a été contrôlée.</p> <p>Dans cette partie du conteneur, étaient stockés les produits suivants : Royalcast 2501, Adiprene L42, Adiprene LF601, Desmodur MD1665, Desmodur MTX6076, Vibracure R613, agents de démoulage et alcool isopropylique (ou isopropanol - matières premières inflammables). Plusieurs FDS de ces produits montrent des incompatibilités de stockage. Par exemple, les FDS du Royalcast 2501 et de l'Adiprene L42 indiquent clairement, en section « 10.5 matières incompatibles », le fait que les alcools sont des « matières à éviter » avec ces produits, ce qui implique une incompatibilité avec l'alcool isopropylique (non-conformité).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant s'était engagé, dans son EDD révisée en 2022, à séparer les stockages des matières premières inflammables (alcool isopropylique) des matières premières contenant des produits toxiques (telles qu'Adiprene L42 ou Royalcast 2501). Cette exigence est par ailleurs reprise dans l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/08/2022 (cf NC7 2022).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages des matières premières contenant des produits toxiques (phrase de risque H330 ou H331) ou susceptibles de générer des fumées toxiques par libération d'acide chlorhydrique, d'acide cyanhydrique et de dioxyde de soufre (molécule content du chlore, de l'azote et du soufre) sont stockés séparément des matières premières inflammables et à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété, en dehors de zones d'effets dominos. Ces stockages sont protégés contre la foudre.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 25/10/2022 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas encore déplacé ses stockages des matières premières contenant des produits toxiques [...] à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété, comme indiqué dans son EDD révisée en 2022. Par ailleurs, ces stockages, en l'état actuel, ne sont pas protégés contre la foudre. L'exploitant doit déplacer les stockages des matières premières contenant des produits toxiques [...] de manière à respecter l'ensemble des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/08/2022. Par ailleurs, ces stockages doivent être protégés contre la foudre. Délai : 3 mois.</p> <p><u>Constats lors de la présente inspection :</u></p> <p>Il a été constaté que les stockages des matières premières contenant des produits toxiques n'ont toujours pas été déplacés à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté que des matières premières inflammables (alcool isopropylique) étaient stockées dans le même conteneur (conteneur « A ») que des matières premières contenant des produits toxiques [...] (notamment Adiprene L42, Desmodur MD1665, Royalcast 2501) (produits d'ailleurs incompatibles, cf. point de contrôle précédent) : non-conformité.</p> <p>A noter que la protection foudre de ces stockages n'a pas pu être vérifiée lors de l'inspection faute de temps.</p> <p>Compte tenu de ces éléments, une proposition de mise en demeure sur ce point est faite à madame la préfète de la Drôme.</p> <p>Délai : 19/05/2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription